

Audience publique du 3 novembre 2014

Le Tribunal de Paix de et à Esch-sur-Alzette, Arrondissement Judiciaire et Grand-Duché de Luxembourg, a rendu le jugement qui suit:

Dans la cause entre:

NUNES LOPES Jorge Paulo, demeurant à S1400 Longwy 4, rue Gustave Raft

- *partie requérante, partie débitrice* -, comparant initialement en personne, n'ayant plus comparu à l'audience publique du 13 octobre 2014

ANTUNES MACHADO LOPES Carlos Alexandr, demeurant à S-54400 Longwy 4, rue Gustave Raft

- *partie requérante, partie débitrice* -, comparant initialement en personne, n'ayant plus comparu à l'audience publique du 13 octobre 2014

et :

la société anonyme de droit portugais CAIXA GERAL DE DEPOSITOS, établie et ayant son siège social à Lisbonne (Portugal), avenue Joao JORGE PAULO NUNES LOPESI 63, inscrite au registre de commerce de Lisbonne sous le numéro 500960046, avec succursale à Luxembourg, L-1637 Luxembourg, 7, rue Goethe, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions

- *partie créancière* - comparant par Maître Eric PERRU, en remplacement de Maître Pierre METZLER, avocat à Luxembourg

la société coopérative BANQUE RAIFFEISEN, établie et ayant son siège social à L-2134 Luxembourg, 46, rue Charles Martel (B.P.11, L-2011 Luxembourg), représentée par ses mandataires actuellement en fonctions

- *partie créancière* - comparant initialement par Maître Luc MAJERUS, avocat à Esch-sur-Alzette, n'ayant plus comparu à l'audience publique du 13 octobre 2014,

l'ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE, représentée par son collège des bourgmestre et échevins actuellement en fonctions, p.a. recette communale, L-4701 Pétange, Place J.F. Kennedy, B.P.23

- *partie créancière* - comparant initialement par Sacha Schmit, receveur communal, n'ayant plus comparu à l'audience publique du 13 octobre 2014

la société civile immobilière IMMO LUDO, établie et ayant son siège social à L-8135 Bridel, 9, Bridelsknupp, représentée par son (ses) gérant(s) actuellement en fonctions

- *partie créancière* – n’ayant pas comparu à l’audience publique du 13 octobre 2014

l’ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG / MINISTERE DU LOGEMENT, Service Aide au Logement, établi à L-1420 Luxembourg, 2, avenue Gaston Diderich

- *partie créancière* - n’ayant pas comparu à l’audience publique du 13 octobre 2014

l’ETAT DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG / ADMINISTRATION DE L’ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES, représenté par son Ministre des Finances, établi à L-1651 Luxembourg, 1-3, avenue Guillaume

- *partie créancière* - n’ayant pas comparu à l’audience publique du 13 octobre 2014

MELLEN Marco, demeurant à L-1417 Luxembourg, 41, rue Dicks

- *partie créancière* - comparant initialement en personne, n’ayant pas comparu à l’audience publique du 13 octobre 2014

FERREIRA DE SOUSA Adérito, demeurant à L-4936 Bascharage, 48, rue de la Reconnaissance Nationale

- *partie créancière* - comparant initialement en personne, n’ayant pas comparu à l’audience publique du 13 octobre 2014

l’OFFICE SOCIAL DE BASCHARAGE, établi à L-4920 Bascharage, 24, rue de l’Eau

- *partie créancière* – n’ayant pas comparu à l’audience publique du 13 octobre 2014

le CENTRE THERMAL ET DE SANTE, établissement public, établi à L-5601 Mondorf-Les-Bains, 52, avenue des Bains, représenté par son comité-directeur actuellement en fonctions, inscrit au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro J29

- *partie créancière* - , n’ayant pas comparu à l’audience publique du 13 octobre 2014

- Dr. COSTA Fabio, demeurant à L-4732 Pétange, 10, rue de l’Eglise

- *partie créancière* - , n’ayant pas comparu à l’audience publique du 13 octobre 2014

DELISSÉ Jérôme, demeurant à L-4812 Rodange, 1, rue du Commerce

- *partie créancière* - , n'ayant pas comparu à l'audience publique du 13 octobre 2014

la société anonyme LUXEMBOURG ONLINE, établie et ayant son siège social à L-2550 Luxembourg, 14, avenue du X Septembre, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions

- *partie créancière* - , n'ayant pas comparu à l'audience publique du 13 octobre 2014

la société anonyme AXA ASSURANCES, établie et ayant son siège social à L-1479 Luxembourg, 1, Place de l'Etoile, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions

- *partie créancière* - , n'ayant pas comparu à l'audience publique du 13 octobre 2014

Maître Ana ALEXANDRE, demeurant à L-4010 Esch-sur-Alzette, 47, rue de l'Alzette

- *partie créancière* - , n'ayant pas comparu à l'audience publique du 13 octobre 2014

la société anonyme TRANSATEL, établie et ayant son siège social à L-5810 Hesperange, 28, rue de Bettembourg, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions

- *partie créancière* - , n'ayant pas comparu à l'audience publique du 13 octobre 2014

l'ADMINISTRATION COMMUNALE DE BASCHARAGE, établie à L-4901 Bascharage, 24, rue de l'Eau, représentée par son collègue des bourgmestre et échevins actuellement en fonctions,

- *partie créancière* - , n'ayant pas comparu à l'audience publique du 13 octobre 2014

la société anonyme ORANGE, établie et ayant son siège social à F-75015 Paris, 78, rue Olivier de Serres, représentée par son conseil d'administration,

- *partie créancière* - , n'ayant pas comparu à l'audience publique du 13 octobre 2014

la société à responsabilité limitée ETOILE GARAGE, établie et ayant son siège social à L-2557 Luxembourg, 5, rue Robert Stumper, représentée par son gérant actuellement en fonctions

- *partie créancière* - , n'ayant pas comparu à l'audience publique du 13 octobre 2014

la société anonyme HOSCHEID MICHEL, établie et ayant son siège social à L-8473 Eischen, 30, rue de Hobscheid, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

- *partie créancière* - , comparant par Michel HOSCHEID, muni d'une procuration en bonne et due forme

la société anonyme TANGO, établie et ayant son siège social à L-8077 Bertrange, 177, rue de Luxembourg, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

- *partie créancière* - , n'ayant pas comparu à l'audience publique du 13 octobre 2014

Thérèse GIERSCH THEISEN, demeurant à L-4963 Clemency, la rue des
Près

- *partie créancière* - , comparant par Andrée WILLEMS, munie d'une procuration en bonne et due forme,

la société anonyme DIRECT ENERGIE, établie et ayant son siège social à F-75015 Paris, 2bis, rue Louis Armand, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

- *partie créancière* - , n'ayant pas comparu à l'audience publique du 13 octobre 2014

en présence de:

la société anonyme SALES LENTZ, établie et ayant son siège social à L-4901 Bascharage, Z.I. Bommelscheuer B.P. 39, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions

- *partie tierce saisie* - , n'ayant pas comparu à l'audience publique du 13 octobre 2014

et encore de:

INTER-ACTIONS a.s.b.l., représentée par son conseil d'administration, ayant son siège social à L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem, établie à L-4138 Esch-sur-Alzette, 6, Place de l'Hôtel de Ville,

- *service d'information et de conseil en matière de surendettement* -, comparant par Susana Canaria,

Faits:

Les faits et rétroactes résultent à suffisance de droit d'un premier jugement rendu en date du 8 mai 2014, rép. n° 1238/2014.

La continuation des débats fut fixée à l'audience publique du 12 juin 2014.

L'affaire fut refixée à plusieurs reprises.

Elle fut utilement retenue à l'audience publique du 13 octobre 2014.

A cette audience Maître Eric PERRU pour la société anonyme de droit portugais CAIXA GERAL DE DEPOSITOS, Andrée WILLEMS pour ~~Thérèse GIERSCHEISEN~~, Michel HOSCHEID pour la société anonyme HOSCHEID Michel et Susana CANARIA pour l'a.s.b.l. INTER-ACTIONS furent entendus en leurs moyens et explications.

Les requérants ~~Jorge Paulo NUNES LOPES~~ et ~~Carla Alexandra ANTUNES MACHADO LOPES~~ n'ont pas comparu.

La société coopérative BANQUE RAIFFEISEN, l'ADMINISTRATION COMMUNALE DE PETANGE, la société civile immobilière IMMO-LUDO, le MINISTERE DU LOGEMENT, l'ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES, ~~Marco FRIETEN~~, ~~Adriano FERREIRA DE SOUSA~~, l'OFFICE SOCIAL DE BASCHARAGE, le CENTRE THERMAL ET DE SANTE, le Dr. Fabio COSTA, ~~Jerôme DELISSE~~, la société anonyme LUXEMBOURG ONLINE, la société anonyme AXA ASSURANCES, Maître Ana ALEXANDRE, la société anonyme TRANSATEL, l'ADMINISTRATION COMMUNALE DE BASCHARAGE, la société anonyme ORANGE, la s.à r.l. ETOILE GARAGE, la société anonyme TANGO et la société anonyme DIRECT ENERGIE n'ont pas comparu.

Sur ce, le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, à laquelle le prononcé avait été fixé, le

jugement

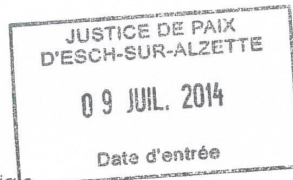
qui suit:

Revu le jugement du 8 mai 2014.

Le 9 juillet 2014 le Service d'information et de conseil en matière de surendettement a fait parvenir au tribunal le courrier que voici :

**Inter-Actions**

Développement & Action Sociale

www.inter-actions.lu

Esch/Alzette, le 09 juillet 2014

Justice de Paix d'Esch/Alzette
Fax: 530529304

Concerne: Affaire de surendettement **E-SUR-1/13** - **M. et Mme Nunes Lopes - Antunes Machado** Justice de Paix d'Esch/Alzette - Audience publique du jeudi 10 juillet 2014 à 9.00 salle 3

Madame le Juge de Paix,

Notre Service d'information et de conseil en matière de surendettement ne sait actuellement présenter à votre Tribunal et aux créanciers connus un projet de plan judiciaire.

Le manque de collaboration de la part des débiteurs est manifeste. Les rendez-vous fixés n'ont pas été respectés et nos divers courriers (y compris recommandé) sont restés longtemps sans suites.

Ce n'est finalement qu'après notre ultime appel téléphonique du 03 juillet que Madame **Antunes Machado** s'est présentée en nos bureaux le 04 juillet 2014 pour y remettre quelques documents permettant d'établir un budget mensuel approximatif.

Notre Service a appris que les époux **Nunes Lopes** ont entretemps déménagé et résident désormais depuis le mois de mai 2014 au

avenue de Saintignon F-54400 Longwy

Lors de cette entrevue du 04 juillet, Madame **Antunes Machado** a précisé que les seules nouvelles dettes apparues, sont celles de Transatel (factures de téléphonie de février 2013 à juin 2013), recouvrée par Creditreform Luxembourg, et la note de frais et honoraires de l'Etude Alexandre & Skorochod.

Madame **Antunes Machado** a affirmé qu'il n'y avait aucune dette en relation avec leur dernier logement à Luxembourg **Clemency** - leur départ en France s'expliquant uniquement par la recherche d'un logement à moindre coût - , ni le logement occupé **avenue Gustave Raty** Longwy.

SERVICE D'INFORMATION ET DE CONSEIL
EN MATIÈRE DE SURENDETTEMENT

1, rue Helen Buchholz • L-4048 Esch-sur-Alzette • T. +352 54 77 24 -1 • F. +352 54 77 24 - 26 • E-mail: ondettement@inter-actions.lu
www.dctcs-net.lu • N° Agr. A/2013/10/4(C) • Code BIC/SWIFT: BGLLULL • IBAN LU36 0030 6472 8437 0000

Cependant, notre Service a contacté l'ancien propriétaire du logement à Clemency: un jugement de déguerpissement a été prononcé pour non paiement des loyers.

Aussi, l'Administration communale de Bascharage comptabilise encore des factures ouvertes de l'ordre de 554.33€ (facture de septembre 2013 à février 2014).

Les débiteurs ont également omis de communiquer au Service les dettes supplémentaires suivantes, qui nous été renseignées par l'employeur de Monsieur **Nunes Lopes** (Sales Lentz) et reprises dans une récente fiche de salaire de Monsieur:

1. **Hug Jonathan**
2. Etoile Garage Sàrl
3. **Hoscheid Michel** (facture de mazout)
4. Tango SA

La masse de retenues actuellement en supens auprès de l'employeur s'élève à 26147.75€.

Suivant entretien téléphonique du 07 juillet avec Direct Energy France, les débiteurs sont encore redevables de 74.24€ (facture de gaz) et de 49.80€ (facture d'électricité) pour leur ancien logement: **avenue Gustave Rely 54400 Longwy**. Le Service ne sait vérifier si le loyer de cet ancien logement a bien été payé car il ne dispose pas des coordonnées du propriétaire.

Pour leur logement actuel, les prélèvements des factures de gaz et électricité du mois de juin ont été refusés à Direct Energy en date du 11 juin et 03 juillet car pas de provision sur le compte du couple.

Le propriétaire du logement, occupé à ce jour par les époux **Nunes Lopes**, attend encore de pouvoir encaisser le chèque de la caution et du loyer du mois de juin qu'il n'a pu faire pour faute d'approvisionnement sur le compte bancaire. Le loyer du mois de juillet ne lui a pas encore été viré.

Des éléments dans leurs extraits bancaires laissent penser qu'il y a également des dettes auprès la société de téléphonie Orange. Le couple a par ailleurs contracté de nouveaux abonnements auprès de Join Experience SA.

Le Service n'a pas pu contacter tous les nouveaux créanciers ci-énumérés pour les informer de la procédure de surendettement et il subsiste des présomptions quant à d'autres créanciers potentiels. Nous avons notamment pris contact avec la Banque Société Général à Longwy et attendons un retour de leur part.

Les époux **Nunes Lopes** sont astreints à une obligation de bonne conduite (art.3). Aussi l'article 42 de la loi sur le surendettement précise l'interdiction pour le requérant d'aggraver son insolvabilité; et l'art.47 rappelle qu'ils risquent d'être déchus du bénéfice des dispositifs de la loi sur le surendettement de part le fait d'avoir, sans l'accord de leurs créanciers et du juge, aggravé leur endettement en souscrivant de nouveaux emprunts.

Pour les raisons évoquées, le Service d'information et de conseil en matière de surendettement d'Inter-Actions se rapporte à prudence de justice, le cas échéant prie votre Tribunal de charger le Service d'accompagnement social de la Ligue de

Prévention et d'Action médico-sociale de la gestion des finances des époux **Nunes**
Antunes Machado

Recevez, Madame le Juge de Paix, l'expression de nos sentiments distingués.


Susana CANARIA
Responsable de Service
Inter-Actions
Développement & Action Sociale
SERVICE D'INFORMATION ET DE CONSEIL
EN MATIERE DE SURENDETTEMENT
1, Rue Helen Buchholz L-4048 Esch-sur-Alzette
no d'agrément A/2013/10-4(C)

Les montants repris dans le présent courrier le sont sous toutes réserves et sans reconnaissance préjudiciable.

Pièces jointes:

jugement affaire de bail à loyer du 17 octobre 2013,
déclarations de créance des créanciers: Etude Alexandre & Skorochood, Administration
Communale de Bascharage, Transatel (Creditreform Luxembourg).

A l'audience des plaidoiries le Service d'information et de conseil en matière de surendettement a informé le tribunal que la société ENOVOS a fait pratiquer une nouvelle saisie-arrêt sur le salaire de Jorge Paulo NUNES LOPES que Jorge Paulo NUNES LOPES et Carla Alexandra ANTUNES MACHADO LOPES ont contracté un nouveau prêt auprès d'un établissement bancaire en France pour financer l'achat d'une nouvelle voiture et qu'ils ne paient pas le loyer du logement qu'ils occupent actuellement.

Le Service d'information et de conseil en matière de surendettement a demandé par voie de conséquence au tribunal à déclarer les requérants Jorge Paulo NUNES LOPES et Carla Alexandra ANTUNES MACHADO LOPES déchus du bénéfice des dispositions de la loi du 8 janvier 2013 sur le surendettement en se basant sur les articles 3, 42 et 47 de ladite loi.

Les créanciers présents la société CAIXA GERAL DE DEPOSITOS, la société anonyme HOSCHEID Michel et Thérèse GIERSCHEISEN se sont ralliées à cette demande.

Aux termes de l'article 3 de la loi sur le surendettement,

« (1) A compter du dépôt de la demande d'admission à la procédure de règlement conventionnel des dettes effectué selon les modalités de l'article 4 et pendant le déroulement de la procédure de règlement collectif des dettes et des mesures d'exécution prises en application de cette dernière, le débiteur surendetté est astreint à une obligation de bonne conduite.

(2) Au cours de la période de bonne conduite, le débiteur est tenu:

- de coopérer avec les autorités et organes intervenant dans la procédure en acceptant de communiquer spontanément toutes informations sur son patrimoine, ses revenus, ses dettes et les changements intervenus dans sa situation;
- d'exercer, dans la mesure du possible, une activité rémunérée correspondant à ses facultés;
- de ne pas aggraver son insolvabilité et d'agir loyalement en vue de diminuer ses dettes;
- de ne pas favoriser un créancier, à l'exception des créanciers d'aliments pour les termes courants, des bailleurs pour les termes courants du loyer relatif à un logement correspondant aux besoins élémentaires du débiteur, des fournisseurs de services et de produits essentiels à une vie digne et des créanciers pour le terme courant relatif à une voie d'exécution diligentée contre le débiteur du chef du paiement des dommages et intérêts alloués suite à des actes de violence volontaires, pour le préjudice corporel subi;
- de respecter les engagements pris dans le cadre de la procédure.

(3) En cas de violation de la période de bonne conduite par le débiteur, il sera procédé selon les dispositions de l'article 44 ci-après. »

Aux termes de l'article 42 de la loi sur le surendettement, « (1) L'admission de la demande introductive du règlement conventionnel dans le cadre de la phase du règlement conventionnel devant la Commission ou l'introduction de la requête introductive d'instance ou de l'acte d'appel dans le cadre de la phase du redressement judiciaire ou l'introduction de la requête d'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel ou d'un acte d'appel dans le cadre de la phase du rétablissement personnel entraîne l'interdiction pour le requérant:

- d'accomplir tout acte étranger à la gestion normale du patrimoine;
- d'accomplir tout acte susceptible de favoriser un créancier, sauf le paiement du terme courant d'une dette alimentaire, les termes courants du loyer relatif à un logement correspondant aux besoins élémentaires du débiteur et des fournisseurs de services et de produits essentiels à une vie digne et le terme courant relatif à une voie d'exécution diligentée contre le débiteur du chef du paiement des dommages et intérêts alloués suite à des actes de violence volontaires, pour le préjudice corporel subi;
- d'aggraver son insolvabilité. (...) ».

L'article 47 de la loi sur le surendettement quant à lui est de la teneur suivante :
« Est déchu du bénéfice des dispositions de la loi sur le surendettement:

- toute personne qui aura organisé son insolvabilité;
- toute personne qui aura détourné ou dissimulé, ou tenté de détourner et dissimuler, tout ou partie de ses biens;
- toute personne qui, sans l'accord de ses créanciers, de la Commission ou du juge, aura aggravé son endettement en souscrivant de nouveaux emprunts ou aura procédé à des actes de disposition de son patrimoine pendant le déroulement de la procédure de règlement collectif des dettes. »

En l'espèce, au vu des pièces versées et renseignements fournis en cause, il y a lieu, par application des articles 3, 42 et 47 de la loi sur le surendettement précités, de faire droit aux conclusions du Service d'information et de conseil en matière de surendettement, la société CAIXA GERAL DE DEPOSITOS, la société anonyme HOSCHEID Michel et ~~Thérèse GERSCH THEISEN~~

Par ces motifs

le Tribunal de Paix de et à Esch-sur-Alzette, siégeant en matière de surendettement, statuant contradictoirement à l'égard des parties et en premier ressort,

vidant le jugement du 8 mai 2014,

rejette la requête de ~~Jorge Paulo NUNES LOPES~~ et ~~Carla Alexandra ANTUNES MACHADO LOPES~~

déclare les requérants ~~Jorge Paulo NUNES LOPES~~ et ~~Carla Alexandra ANTUNES MACHADO LOPES~~ déchus du bénéfice des dispositions de la loi du 8 janvier 2013 sur le surendettement,

condamne ~~Jorge Paulo NUNES LOPES~~ et ~~Carla Alexandra ANTUNES MACHADO LOPES~~ aux frais de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique à Esch/Alzette par Monique SCHMIT, juge de paix, assistée du greffier Georgette SCHWEICH, qui ont signé le présent jugement.



POUR COPIE CONFORME
Esch/Alzette, le

- 6 NOV. 2014

